

**La sécurité alimentaire menacée par le réchauffement climatique**

Dans une nouvelle étude, présentée dans un article de l'hebdomadaire Science du 9 janvier, des professeurs des universités américaines de Washington et de Stanford indiquent que d'ici 2100 plus de la moitié de la population mondiale pourrait être confrontée à des crises alimentaires dues au réchauffement climatique. Les auteurs ont compilé les données de plusieurs modélisations du climat mondial et ont montré que les températures à la surface du globe devraient connaître une augmentation significative à l'aube du prochain siècle. Cette augmentation devrait être plus forte dans les régions de moyenne latitude que sous les tropiques. Néanmoins, du fait de températures moyennes plus élevées, l'impact de l'augmentation des températures sur les rendements agricoles devrait être plus marqué dans les milieux tropicaux et subtropicaux. Dans ces régions, les rendements du maïs et du riz pourraient diminuer de 20 à 40%, et les disponibilités en eaux devraient considérablement régresser. « *Dans le futur, des centaines de millions de personnes ne seront plus en mesure de trouver de quoi se nourrir dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui, si l'on ne repense pas notre approvisionnement alimentaire global* » a estimé Rosamond Naylor de l'Université de Stanford. Pour les auteurs, il est urgent d'investir dans l'adaptation des systèmes de culture en développant notamment de nouvelles variétés végétales qui puissent prospérer dans un environnement plus chaud.

**OMC : Pascal Lamy seul candidat au poste de directeur général**

Pascal Lamy, l'actuel directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a de grandes chances d'être reconduit dans ses fonctions pour un nouveau mandat de quatre ans. Il est en effet le seul candidat en lice pour le poste. Une décision devrait être prise au début du mois de février par le Conseil général de l'OMC, la principale instance de décision de l'organisation après la conférence ministérielle.

Dans le cadre d'un colloque organisé le 8 janvier à Paris sur le « *nouveau capitalisme* », Pascal Lamy a laissé entendre que les négociations commerciales internationales pourraient reprendre avec l'entrée en fonction de la nouvelle administration américaine. Le président américain Barack Obama a nommé en fin d'année 2008 Ron Kirk, avocat et ancien maire de la ville de Dallas, au poste de représentant au commerce. Pour l'heure, M. Lamy a estimé que le commerce international allait « *suivre la décroissance de l'économie mondiale* ». S'exprimant en son nom, Pascal Lamy a appelé à un « *socle universel de droits sociaux* » qui consisterait en la mise en place de règles du travail communes à tous les travailleurs du monde et contribuerait à une meilleure « *justice planétaire* ».

Dans le contexte de gel des négociations à l'OMC, les avis et analyses sur la façon de relancer le processus de Doha abondent. Dans un article publié dans le quotidien Financial Times du 6 janvier, deux économistes de la Banque mondiale et du Peterson Institute for International Economics and Center for Global Development constatent que la crise économique qui secoue la planète risque de se prolonger. Ils considèrent que les mesures et tentatives protectionnistes qui se sont multipliées au cours des dernières semaines représentent un véritable danger pour l'économie mondiale. Dans ce contexte, il s'agit non seulement de repenser le système financier international mais également de revoir les règles du commerce mondial. Il faut « *aller plus loin que le cycle de Doha* » disent-ils. D'après eux, l'adoption d'un agenda de négociation plus ambitieux permettrait en effet de traiter de questions centrales relatives à des pratiques qui relèvent du protectionnisme comme la politique chinoise de fixation des taux de change ou les conditions environnementales que l'Union européenne et les Etats-Unis imposent sur certains échanges commerciaux.

**Les chefs d'Etat de la Cédéao se prononcent sur la situation en Guinée**

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont tenu, le 11 janvier à Abuja, au Nigeria, un sommet extraordinaire pour « *examiner les derniers développements en Guinée qui ont fait suite à la mort du général Lansana Conté* ». Condamnant le coup d'Etat du 23 décembre 2008, la Cédéao a décidé de suspendre temporairement la participation de la Guinée aux réunions de l'institution régionale et demande au Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD – le nom officiel de la junte militaire au pouvoir depuis le 23 décembre 2008) de restaurer l'ordre constitutionnel dans le pays via la mise en place d'un conseil national de transition regroupant civils et militaires, l'organisation d'un forum consultatif pour favoriser le dialogue et la cohésion au sein de la société guinéenne et la tenue en 2009 « *d'élections crédibles, libres, équitables et transparentes* ».

Sources : AFP, CEDEAO, ICTSD, Financial Times, Reuters, Université de Washington.